

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 mars 2005
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 11 mars 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Conseil
d'administration de la Commission d'indemnisation
des Nations Unies**

Le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies a achevé les travaux de sa cinquante-cinquième session, qui s'est tenue à Genève du 8 au 10 mars 2005.

Au cours de la séance plénière d'ouverture, les représentants du Koweït et de l'Iraq ont pris la parole devant le Conseil. Leurs déclarations sont envoyées par courrier avec l'original de la présente lettre.

Durant la session, le Conseil d'administration a examiné cinq rapports ainsi que les recommandations correspondantes concernant la tranche spéciale de réclamations de détenus décédés; le programme de réclamations tardives des catégories « A » et « C »; la quatrième tranche de réclamations palestiniennes tardives de la catégorie « C »; la trentième tranche de réclamations de la catégorie « E4 »; et la quatrième tranche de réclamations qui se recoupent. Les deux premiers rapports, qui émanent du Comité de commissaires D1, concernent : a) l'examen de réclamations présentées au nom de détenus décédés conformément à la décision 12 du Conseil d'administration et b) l'examen des réclamations tardives émanant des Gouvernements de la République islamique d'Iran, du Pakistan, des Philippines et du Sri Lanka que le Conseil a déclaré recevables à sa cinquante et unième session. Le rapport sur les réclamations palestiniennes tardives concerne la quatrième tranche de réclamations de particuliers palestiniens de la catégorie « C » pour pertes et préjudices à concurrence de 100 000 dollars; le rapport sur les réclamations de la catégorie « E4 » concerne principalement des réclamations indépendantes présentées conformément à la décision 123 du Conseil d'administration et une réclamation de la catégorie « E2 »; et le rapport sur les réclamations qui se recoupent concerne les corrections apportées à quatre indemnités de la catégorie « E4 ». Les tableaux joints à la présente lettre (voir annexe I) présentent des informations détaillées sur les montants réclamés à titre d'indemnisation tels qu'ils figurent dans les rapports et sur les montants accordés par le Conseil d'administration, à l'exception du rapport sur la quatrième tranche de réclamations se recoupant, qui présente seulement les corrections apportées à des indemnités antérieures. Le montant total des indemnités accordées tel qu'il ressort de l'ensemble des rapports approuvés au cours de la session s'élève à 265 472 128,47 dollars.



Les versements correspondant aux réclamations formulées par les quatre gouvernements susmentionnés dans le cadre du programme de réclamations tardives des catégories « A » et « C » seront effectués déduction faite de montants calculés en fonction du nombre d'indemnités des catégories « A » et « C » pour lesquelles des doublons potentiels ont été identifiés. Le Conseil d'administration a recommandé que le secrétariat transmette aux gouvernements concernés les informations dont il dispose sur les indemnités des catégories « A » et « C » susceptibles d'être des doublons et que le montant des déductions opérées soit versé auxdits gouvernements lorsque ceux-ci auront soit dûment confirmé au Conseil que les indemnités visées ne sont pas des doublons ou retourné les fonds correspondant à des doublons avérés.

Le Conseil d'administration a examiné le rapport du Secrétaire exécutif intitulé « Exposé succinct des activités » qui couvre la période allant du 1^{er} novembre 2004 au 31 janvier 2005, ainsi que la note d'information établie par le secrétariat, qui présente une actualisation de ce rapport, et il en a pris note. Ce rapport rend compte du traitement des réclamations, du retrait de réclamations et du règlement des indemnités approuvées. Le Conseil a posé un certain nombre de questions au sujet du rapport, auxquelles le secrétariat a répondu de façon satisfaisante.

Sur la base des informations fournies par le secrétariat, le Conseil a examiné les mesures à prendre pour assurer l'abondement du Fonds d'indemnisation. Il a demandé au secrétariat de continuer de demander au Gouvernement iraquien des informations supplémentaires sur la question, d'effectuer les mêmes démarches auprès du Contrôleur des Nations Unies et de lui rendre compte de leurs réponses à sa prochaine session.

Le Conseil a examiné plusieurs points concernant le traitement des réclamations et le paiement des indemnités, notamment le vingt-neuvième rapport présenté par le Secrétaire exécutif en application de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, et il a approuvé les corrections à apporter au montant des indemnités accordées pour des réclamations des catégories « A », « C », « D » et des réclamations palestiniennes tardives de la catégorie « C ».

Après avoir examiné la question des doubles indemnités correspondant à des réclamations qui se recoupent, le Conseil a demandé au secrétariat de rédiger une note d'information que le Groupe de travail examinera en séance officielle et décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa prochaine session. Il a également décidé que la politique adoptée pour le versement des indemnités aux quatre gouvernements qui reçoivent des fonds en application de la décision qu'il a prise suite au rapport et aux recommandations du Comité des commissaires D1 concernant le programme de réclamations tardives des catégories « A » et « C » s'appliquerait à l'avenir aux autres gouvernements qui pourraient se trouver dans des situations semblables.

Le Conseil a examiné plusieurs points concernant les réclamations relatives à l'environnement (catégorie « F4 »). Après avoir entendu un compte rendu du secrétariat sur l'état d'avancement du traitement de ces réclamations et sur leur modification, il a pris note des informations qui lui avaient été communiquées.

Sous couvert d'une note verbale datée du 16 août 2004 et des interventions de la délégation iraquienne aux séances d'ouverture des cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions, le Gouvernement iraquien a présenté une demande concernant la recevabilité des réclamations relatives à des dommages provisoirement infligés à l'environnement et à l'évaluation des incidences en matière de santé publique. Après avoir examiné ce point plus avant, le Conseil a noté que le Comité de commissaires F4 doit y répondre dans son rapport et ses recommandations sur la cinquième tranche des réclamations de la catégorie « F4 », et il a décidé qu'il examinerait lui-même la question en conjonction avec le rapport du Comité à sa cinquante-sixième session.

Sur la base de deux notes d'information établies par le secrétariat en date du 20 septembre et du 2 décembre 2004 et de sa réunion du 26 janvier 2005 avec une délégation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Conseil a continué d'examiner la possibilité d'ouvrir partiellement au public la banque de données relatives à la surveillance et à l'évaluation de l'environnement gérée par le PNUE. Il a demandé au secrétariat de lui communiquer des informations actualisées sur la question après la réunion des gouvernements requérants et du Gouvernement iraquien qui doit se tenir au Koweït en avril 2005 sous les auspices du secrétariat de la Commission d'indemnisation et avec l'éventuelle participation du PNUE.

Le Conseil a continué d'examiner la question de la non-utilisation du plein montant de l'indemnité accordée au Gouvernement jordanien et à d'autres gouvernements au titre de l'exécution de projets de surveillance et d'évaluation, sur la base d'une note d'information établie par le secrétariat en date du 2 décembre 2004 et du huitième rapport du Comité de commissaires F4 sur l'avancement des projets de surveillance et d'évaluation de l'environnement attributaires de fonds versés en application de la décision 132 du Conseil. Il a renvoyé à une prochaine réunion officieuse du Groupe de travail les questions soulevées dans le huitième rapport du Comité F4 et décidé qu'il demeurerait saisi de la question.

Enfin, le Conseil a repris l'examen de la question du contrôle de l'emploi des indemnités versées et noté que, comme le recommandait une déclaration commune des Gouvernements koweïtien et saoudien en date du 17 janvier 2005, les gouvernements requérants et le Gouvernement iraquien ont prévu de se réunir au Koweït en avril 2005, sous les auspices du secrétariat de la Commission d'indemnisation et avec l'éventuelle participation du PNUE, pour y examiner plus à fond les propositions formulées dans la déclaration commune. Le Conseil a demandé au secrétariat de faire au Groupe de travail, à une prochaine réunion officieuse de ce dernier, un exposé sur les résultats de la réunion susmentionnée et a décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa prochaine réunion.

Le Conseil a continué d'examiner la question de savoir si le chef de préjudice particulier établi en vertu de sa décision 218 devait s'appliquer aux 10 réclamations concernant des détenus décédés en Iraq qui avaient été jugées recevables par le Comité de commissaires D1 en vertu de la décision 12, sur la base de deux notes d'information du Secrétariat sur la question datée du 15 octobre 2004 et du 4 février 2005 et des éléments d'information fournis par les deux gouvernements requérants. Il a adopté la décision 244 [S/AC.26/DEC.244 (2005)] qui applique les dispositions de sa décision 218 aux réclamations de 9 des 10 détenus décédés.

Le Conseil a entendu un exposé du secrétariat sur l'état d'avancement du traitement des réclamations déposées par des *bidoun* et pris note des informations ainsi communiquées.

Après avoir examiné le rapport du Secrétaire exécutif sur le règlement des indemnités et la transparence, et sur la restitution des fonds non distribués, le Conseil en a pris note et a prié le secrétariat de continuer de le tenir informé des rapports présentés par les gouvernements et les organisations internationales sur le règlement des indemnités et la restitution des fonds non distribués.

Le Conseil a encore examiné cinq questions en rapport avec le règlement des indemnités. En ce qui concerne les taux de change utilisés par le Bangladesh pour le règlement des indemnités, le Conseil a examiné deux notes d'information du secrétariat datées du 15 octobre 2004 et du 2 mars 2002, ainsi que le texte de la lettre adressée par son président au Gouvernement bangladais pour l'informer de sa position, à savoir que les gouvernements ne pouvaient pas déduire une commission supérieure à 1,5 % du montant de l'indemnité versée au titre d'une réclamation individuelle, comme le stipulait sa décision 18. Le Conseil a demandé au secrétariat d'écrire à la Mission permanente du Bangladesh pour inviter une délégation du Gouvernement bangladais à participer à une prochaine réunion officielle du Groupe de travail et a examiné la question avec lui et de rappeler dans cette correspondance qu'il attache une grande importance au respect des dispositions de sa décision 48 et qu'il a pour pratique de surseoir au versement des indemnités en cas de non-respect des dispositions de ses décisions 18 et 48.

Sur la base d'une note d'information établie par le secrétariat en date du 10 novembre 2004 et d'une discussion avec la délégation du Gouvernement égyptien qui a assisté le 3 mars 2005 à une réunion officielle du Groupe de travail, le Conseil a examiné la question de l'insuffisance des éléments d'information communiqués par le Gouvernement égyptien dans ses rapports sur le règlement des indemnités. Il a demandé au secrétariat de poursuivre ses consultations avec le Gouvernement égyptien en vue de résoudre toutes les questions pendantes avant sa session de juin 2005 et de faire le point de la question lors de réunions officielles du Groupe de travail avant la prochaine session.

S'agissant du non-respect des dispositions de ses décisions 18 et 48 par les Gouvernements libérien, sénégalais et de l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Conseil a examiné une note d'information du secrétariat datée du 15 novembre 2004 ainsi que le compte rendu des échanges intervenus entre les délégations des Gouvernements sénégalais et de l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Groupe de travail à la réunion officielle du 26 janvier 2005 de ce dernier. Le Conseil a demandé au secrétariat de poursuivre ses consultations avec les gouvernements concernés et de faire le point sur la question à une prochaine réunion officielle du Groupe de travail.

Après avoir examiné la question des requérants non localisés sur la base d'une note d'information du secrétariat datée du 10 novembre 2004, le Conseil l'a renvoyée à une prochaine séance officielle du Groupe de travail et a décidé qu'elle resterait inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil a examiné la question des doubles indemnisations éventuelles sur la base d'une note d'information du secrétariat datée du 25 février 2005 et d'un exposé du secrétariat et a noté que ce dernier apporterait un complément

d'information sur la question au Groupe de travail à une prochaine réunion officielle. Le Conseil continuera de suivre de près cette question, à titre de priorité et en collaboration avec le secrétariat.

Le Conseil a poursuivi l'examen de la question du paiement d'une indemnité pour une réclamation présentée directement, sur la base d'une note d'information du secrétariat datée du 6 décembre 2004, et il a renvoyé la question à une prochaine réunion officielle du Groupe de travail.

Le Conseil a achevé l'examen de la question de l'allocation d'intérêts sur les indemnités et adopté la décision 243 [S/AC.26/Dec.243 (2005)] concernant cette question. Par ailleurs, il a renvoyé la question du coût d'établissement des réclamations à une prochaine réunion officielle du Groupe de travail et décidé qu'elle resterait inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil a examiné la question de l'audit des activités de la Commission d'indemnisation sur la base d'une note d'information datée du 15 novembre 2004 réunissant le rapport d'audit du Bureau des services de vérification interne sur la deuxième partie de la troisième tranche de réclamations de la catégorie « F3 » et la réponse du secrétariat à ce rapport; du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de la Commission d'indemnisation pour l'exercice biennal 2002-2003 et de la réponse du secrétariat à ce rapport; du rapport d'audit du Bureau des services de contrôle interne sur la dixième tranche des réclamations de la catégorie « E1 » et de la réponse du secrétariat, datés respectivement du 16 décembre 2004 et du 16 janvier 2005; et du rapport d'audit du Bureau sur la troisième partie de la dix-neuvième tranche des réclamations de la catégorie « D1 » et de la réponse du secrétariat, datés respectivement du 16 décembre 2004 et du 6 janvier 2005. Le Conseil a renvoyé la question de l'examen de l'audit à une prochaine réunion officielle du Groupe de travail et décidé de la garder à son ordre du jour.

Après avoir examiné la question de l'achèvement des travaux de la Commission d'indemnisation sur la base d'une note d'information du secrétariat datée du 11 novembre 2004 et d'éléments supplémentaires fournis par le secrétariat, le Conseil a pris note avec approbation de la proposition concernant les travaux de la Commission pendant l'exercice 2006-2007 formulée dans la note d'information et du fait que le secrétariat avait commencé à préparer un projet de budget pour cet exercice biennal sur la base de la proposition susmentionnée en vue de le soumettre au Conseil avant sa session de juin 2005. Le Conseil a décidé qu'il examinerait plus à fond la question de l'après-2007 à une prochaine session.

Le Conseil a examiné la question des frais de traitement des réclamations déduits des paiements et celle de l'assistance technique fournie à l'Iraq pour les réclamations relatives à l'environnement de la catégorie « F4 » sur la base de notes d'information du secrétariat datées des 2 mars et 21 février 2005 et renvoyé l'une et l'autre question à une prochaine réunion officielle du Groupe de travail.

Le Conseil a examiné la requête présentée par le Gouvernement koweïtien tendant à déclarer recevable en vertu de la décision 12 du Conseil une réclamation concernant le décès d'un ressortissant koweïtien suite à l'explosion d'une mine terrestre et déclaré cette réclamation recevable conformément aux dispositions de la décision qu'il a prise à sa cinquantième session concernant les dates limites de soumission des réclamations, qui étend au-delà du 31 octobre 2004 la date limite de

recevabilité des réclamations, et il a renvoyé cette réclamation au Comité de commissaires D1 pour examen.

Enfin, le Conseil d'administration a décidé de tenir sa cinquante-sixième session du 28 au 30 juin 2005.

À ce jour, la Commission d'indemnisation a approuvé des versements pour un montant de quelque 52,1 milliards de dollars, y compris les indemnités approuvées à sa cinquante-cinquième session, et, sur ce montant, environ 19 milliards de dollars ont été mis à la disposition des gouvernements et des organisations internationales pour distribution aux requérants de toutes catégories dont les réclamations ont abouti. Le paiement des indemnités approuvées par le Conseil à sa cinquante-cinquième session sera effectuée dans les conditions prévues par sa décision 227 lors de la prochaine série de versements, qui devrait avoir lieu le 7 avril 2005. Au 28 février 2005, le solde du Fonds d'indemnisation était d'environ 317,7 millions de dollars.

Le Président du Conseil d'administration
(Signé) Tassos **Kriekoukis**

Annexe I

Résumé des recommandations

A. Rapport et recommandations du Comité de commissaires D1 concernant la tranche spéciale de réclamations présentées au nom de détenus décédés, en application de la décision 12 du Conseil d'administration (S/AC.26/2005/1)

Tableau 1

Indemnités recommandées pour les réclamations présentées au nom de détenus décédés

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant réclamé</i>	<i>Montant recommandé</i>
<i>(dollars É.-U.)</i>				
Koweït	602	1	258 786 901,41	161 006 250,05

Tableau 2

Indemnités recommandées pour les réclamations au titre de préjudice corporel résultant de l'explosion de mines terrestres

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant réclamé</i>	<i>Montant recommandé</i>
<i>(dollars É.-U.)</i>				
Koweït	2	—	251 211,07	134 551,34

Tableau 3

Indemnité recommandée pour la réclamation de la catégorie « F »

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant réclamé</i>	<i>Montant recommandé</i>
<i>(dollars É.-U.)</i>				
Koweït	—	1	37 537 778,00	—

B. Rapport et recommandations du Comité de commissaires D1 concernant le programme de réclamations tardives des catégories « A » et « C » (S/AC.26/2005/R.2)

Tableau 1

Indemnités recommandées pour les réclamations de la catégorie « A »

Pays	Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée	Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité	Montant réclamé	Montant recommandé
			(dollars É.-U.)	
Iran	2 483	30	20 060 000	19 756 000
Pakistan	264	4	815 500	785 000
Philippines	199	41	950 500	793 500
Sri Lanka	249	19	1 070 500	993 000
Total	3 195	94	22 896 500	22 327 500

Tableau 2

Indemnités recommandées pour les réclamations de la catégorie « C »

Entité déclarante	Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée	Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité	Montant réclamé	Montant recommandé
			(dollars É.-U.)	
Pakistan	276	8	80 969 396,79	7 368 753,05
Philippines	46	19	279 338,94	151 191,96
Sri Lanka	139	6	448 418,54	232 217,03
Total	461	33	81 697 154,27	7 752 162,04

C. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la quatrième tranche de réclamations palestiniennes tardives pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie « C ») (S/AC.26/2005/3)

Entité déclarante	Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée	Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité	Nombre de réclamations présentées en double	Montant réclamé	Montant recommandé
				(dollars É.-U.)	
Autorité palestinienne	4 417	203	104	226 866 203,14	70 221 890,04

**D. Rapport et recommandations du Comité de commissaires
concernant la trentième tranche de réclamations
de la catégorie « E4 » (S/AC.26/2005/4)**

Tableau 1

Indemnités recommandées pour les réclamations indépendantes

<i>Nombre de réclamations de sociétés koweïtiennes pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations de sociétés koweïtiennes pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant réclamé</i>	<i>Montant recommandé</i>
<i>(dollars É.-U.)</i>			
10	9	24 278 539	3 688 055

Tableau 2

Indemnités recommandées pour les réclamations « E2 » de sociétés

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant réclamé</i>	<i>Montant recommandé</i>
<i>(dollars É.-U.)</i>				
Royaume-Uni	—	1	629 149	—

Annexe II

Documents dont était saisi le Conseil d'administration à sa cinquante-cinquième session

1. Rapport et recommandations du Comité de commissaires D1 concernant la tranche spéciale de réclamations présentées au nom de détenus décédés, en application de la décision 12 du Conseil d'administration (S/AC.26/2005/1);
2. Décision concernant la tranche spéciale de réclamations présentées au nom de détenus décédés, en application de la décision 12 du Conseil d'administration [S/AC.26/Dec.237 (2005)];
3. Rapport et recommandations du Comité de commissaires D1 concernant le programme de réclamations tardives des catégories « A » et « C » (S/AC.26/2005/2);
4. Décision concernant le programme de réclamations tardives des catégories « A » et « C » [S/AC.26/Dec.238 (2005)];
5. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la quatrième tranche de réclamations palestiniennes tardives pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie « C ») (S/AC.26/2005/3);
6. Décision concernant la quatrième tranche de réclamations palestiniennes tardives pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars des États-Unis (réclamations de la catégorie « C ») [S/AC.26/Dec.239 (2005)];
7. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la trentième tranche de réclamations de la catégorie « E4 » (S/AC.26/2005/4);
8. Décision concernant la trentième tranche de réclamations « E4 » [S/AC.26/Dec.240 (2005)];
9. Quatrième rapport spécial et recommandations du nouveau Comité de commissaires « E4 » concernant les réclamations qui en recourent d'autres (S/AC.26/2005/5);
10. Décision concernant le quatrième rapport spécial sur les réclamations qui en recourent d'autres [S/AC.26/Dec.241 (2005)];
11. Vingt-neuvième rapport présenté par le Secrétaire exécutif en application de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/2005/6);
12. Décision concernant les corrections à apporter au montant d'indemnités conformément à l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations [S/AC.26/Dec.242 (2005)];
13. Décision concernant l'allocation d'intérêts [S/AC.26/Dec.243 (2005)];
14. Décision concernant les réclamations de 10 détenus décédés [S/AC.26/Dec.244 (2005)].